



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

TAPAJ FRANCE

40 cours d'Albret
33000 BORDEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

Dossier suivi par M. Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes



Paris
Rouen
Rennes
Le Havre
Bordeaux
Saint-Brieuc



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

TAPAJ FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association TAPAJ FRANCE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences exposées dans l'annexe des comptes annuels et relatives à la première application des règlements ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers et ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n°2022-06.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

En vue de la consolidation du programme TAPAJ, votre Association bénéficie de financements octroyés par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et destinés à être reversés aux structures porteuses du dispositif de travail alternatif payé à la journée.

Nous nous sommes assurés du correct traitement comptable des sommes ainsi octroyées, conformément à la note « Convention 2025 » de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

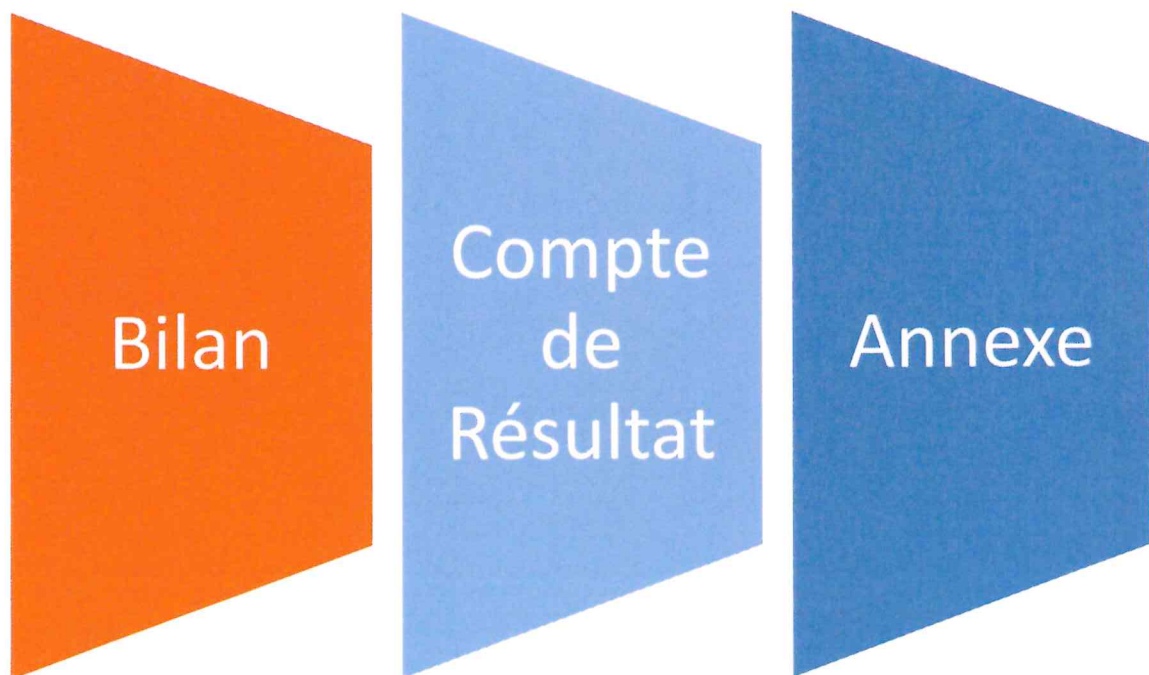
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bruges, le 18 mai 2026
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes Associé



Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 400	5 400		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	70 631	53 945	16 686	12 727
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	8 973		8 973	8 973
	TOTAL (II)	85 004	59 345	25 659	21 700
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 176		2 176	300
TOTAL ACTIF (I à VII)	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	4 569 249		4 569 249	179 856
	Charges constatées d'avance	30 477		30 477	17 793
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	3 966 200		3 966 200	3 866 552
	TOTAL (III)	8 568 101		8 568 101	4 064 501
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	8 653 105	59 345	8 593 761	4 086 201
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				8 973	8 973
(2) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	31 025	31 025
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	96 801	96 801
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau	307 104	187 929
	Excédent ou déficit de l'exercice	101 054	119 175
	Total des fonds propres (situation nette)	535 984	434 931
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	535 984	434 931
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	27 640	29 500
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés	27 640	29 500
Provisions	Provisions pour risques	3 049 984	3 073 323
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	3 049 984	3 073 323
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 443	41 834
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	124 047	114 551
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
DETTES	Autres dettes	4 777 746	369 746
	Produits constatés d'avance	16 917	22 317
	Total des dettes (1)	4 980 152	548 447
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		8 593 761	4 086 201
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		4 980 152	548 447
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	38 632	34 544
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 426 932	1 407 091
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	10 000	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	73 864	29 385
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	4 000	10 815
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	1 289	34
	Total des produits d'exploitation	1 554 716	1 481 869
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	506 630	552 747
	Aides financières	4 000	1 500
	Impôts, taxes et versements assimilés	45 943	37 197
	Salaires	629 388	560 990
	Cotisations sociales	261 130	215 358
	Dotation aux amortissements et dépréciations	8 530	9 666
	Dotation aux provisions	50 524	73 864
	Reports en fonds dédiés	2 140	
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	9	4
	Total des charges d'exploitation	1 508 294	1 451 324
RES ULTAT D'EXPLOITATION		46 422	30 545

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		46 422	30 545
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	70 706	114 784
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		70 706	114 784
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		70 706	114 784
RESULTAT COURANT avant impôts		117 128	145 329
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		16 074	26 154
TOTAL DES PRODUITS		1 625 422	1 596 654
TOTAL DES CHARGES		1 524 368	1 477 478
EXCEDENT ou DEFICIT		101 054	119 175
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan

Les comptes annuels ont été établie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

- Le bilan de l'exercice présente un total de **8 593 761** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **1 625 422** euros
 - un total charges de **1 524 368** euros
 - dégage un résultat de **101 054** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **ASSO TAPAJ FRANCE** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Annexe au Bilan

Informations générales

TAPAJ FRANCE est le "Réseau des Associations pour le travail alternatif payé à la journée".

Tapaj France a été créée à l'initiative de l'association CEID-addictions de Bordeaux afin de fédérer l'ensemble des associations agissant dans le cadre du programme TAPAJ. Elle a son siège social 40 cours d'Albret à Bordeaux.

Tapaj est un programme de médiation positive basée sur les principes de la réduction des risques et des dommages. L'association est fondée sur une approche contextuelle et gradualiste afin de limiter les risques sociaux en luttant contre la sur-précarisation. Centré sur les capacités de la personne, elle intervient sur des temporalités courtes et à partir de la volonté de changement du jeune.

Tapaj a pour objet de mettre en réseau différents acteurs associatifs impliqués dans le champ de l'addiction et se donnant pour mission de conduire un programme spécifique permettant aux jeunes de 18 à 25 ans en très grande précarité d'être rémunérés en fin de journée, pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification ou d'expérience professionnelle particulière et ne les engage pas sur la durée. Une chartre Tapaj en définit le cadre, ce dispositif s'inscrit dans une démarche de partenariat opérationnel avec des entreprises et des collectivités territoriales qui agissent en faveur de ce public fragile.

Les moyens d'action de l'associations sont :

- Mener tout action de nature à favoriser le programme Tapaj dans un strict respect de l'éthique
- Mener toute action d'information et de formation auprès de ses membres et de tout tiers intéressé en lien direct ou indirect avec son objet social
- Le recueil de suggestions exprimées par les associations affiliées et d'y donner toutes suites utiles
- Assurer la représentativité de ses adhérents auprès des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux partageant les objectifs de l'association Tapaj
- L'organisation de toute manifestation en lien direct ou indirect avec son objet social en y associant des associations membres
- La participation à tous les organes de concertation traitant du programme Tapaj
- La proposition de toute mesure législative, réglementaire, administrative tendant à développer le programme Tapaj,
- Le soutien, l'harmonisation et la coordination de l'action des associations adhérentes du point de vue matériel intellectuel ou moral

Annexe au Bilan

- De protéger la propriété intellectuelle de Tapaj et de mener dans un souci d'homogénéité des actions fédératives au profit de ses membres
- De conduire des opérations d'évaluation de l'inscription des actions des programmes Tapaj dans les principes énoncés dans la chartre Tapaj souscrite par tous, visant à l'amélioration continue des pratiques
- De mettre à disposition son savoir-faire au profit d'autres établissements du secteur social et médico social y compris dans le cadre de mandat de gestion
- De mettre en place des services susceptibles de contribuer à la réalisation directe ou indirecte de tout ou partie du but de l'association
- De mutualiser, coopérer avec le cas échéant les organismes ayant un objet similaire ou complémentaire, en vue de coordonner les actions et contribuer à la réalisation de projets communs
- D'acquérir, gérer un patrimoine mobilier ou immobilier entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation
- De s'assurer que les moyens nécessaires pour protéger les données personnelles des personnes bénéficiaires du dispositif Tapaj ont bien été mis en œuvre par les associations membres
- Le mécénat, la vente, permanente ou occasionnelle de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet et susceptible de contribuer à sa réalisation.

Les ressources de l'association comprennent :

- les éventuels droits d'entrée
- les cotisations des membres
- les subventions de l'état, des collectivités publiques et de leurs établissements, de l'Union Européenne, voire d'un organisme international
- les dons manuels (et sommes perçues au titre du mécénat)
- les intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association
- les donations et legs que l'association peut être autorisée à accepter en raison de sa capacité, la nature de son objet ou de ses activités
- les dons des établissements d'utilité publique, ou de fonds de dotation redistributeurs, si elle remplit les conditions
- les produits provenant des biens, ou de la vente des produits et services par l'association.

Annexe au Bilan

Faits significatifs de l'exercice

CPOM 2019 à 2022

Pour rappel, TAPAJ France bénéficiait d'un contrat pluriannuel avec le ministère de 2019 à 2022. Une provision pour subvention à reverser a été comptabilisée sur l'exercice précédent pour un montant de 2 999 460€ décomposés comme suit :

- 1 215 500€ de 2019,
- 774 834€ de 2020,
- 575 663€ de 2021,
- 433 463€ de 2022.

Faute d'information supplémentaire, la provision a été conservée sur cet exercice.

Convention 2025

En 2025, l'association a signé une nouvelle convention avec le ministère pour une période d'un an. Cette convention prévoit le remboursement des fonds non utilisés. La part non consommée sur l'année correspond à 6 562€. Ce montant a été comptabilisé en provision pour subvention à reverser.

Par convention en date du 19 décembre 2025, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie a octroyé à l'association des financements au titre du fonds de lutte contre les addictions pour la réalisation des actions pouvant être menées jusqu'en 2027 dans le cadre du programme TAPAJ.

Sous réserve de la disponibilité des crédits au cours de la période couverte par la convention, le montant de ces financements se répartit comme suit :

- un montant 8 220 000 €, au titre des années 2025 à 2027, réparti ainsi :
 - ✓ 2 570 000 € pour l'année 2025,
 - ✓ 2 740 000 € pour l'année 2026,
 - ✓ 2 910 000 € pour l'année 2027,
- un montant de 1 816 962 €, au titre de l'année 2024.

Un premier versement de 3 288 000 € a été perçu en mars 2026, correspondant à 40% du montant de 8 220 000 €. En outre, à cette même date, a été encaissée la subvention de 2024.

A la date du 31 décembre 2025, ont été rattachés en produits à recevoir les seuls montants correspondant aux années 2024 et 2025. Corrélativement, les reversements à prévoir auprès des différents bénéficiaires ont été comptabilisés comme tel dans le poste « Autres dettes ».

Annexe au Bilan

Informations au titre des méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, tel que modifié par les règlements ultérieurs applicables à la date d'arrêté des comptes, notamment le règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 portant sur la modernisation des états financiers

Conformément aux dispositions du Plan comptable général relatives aux changements de réglementation comptable, notamment l'article 831-3, cette première application constitue un changement de méthode comptable appliqué de manière prospective. Les états financiers 2025 sont présentés selon les modèles et les règles issues du nouveau règlement, sans retraitement des informations comparatives 2024, qui demeurent présentées selon les anciennes dispositions.

Ce changement de réglementation se traduit principalement par :

- La modification de certains intitulés et numéros de comptes, ainsi que la suppression de la technique des transferts de charges ;
- L'évolution de la présentation du résultat exceptionnel ;
- L'adaptation de certains postes du bilan et du compte de résultat.

L'impact du changement de règlement sur les principaux postes de l'exercice 2025 est jugé non significatif. Les autres principes et méthodes comptables demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations au titre des postes du bilan

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Annexe au Bilan

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Starters à reverser

Dans la convention avec le ministère de 2019 à 2022, était prévu le versement d'un soutien financier aux nouvelles associations adhérentes d'un montant de 20 000€. La convention prévoyait 20 nouveaux sites par an, ce qui induit que 400 000€ de la subvention reçue devait être reversés aux adhérents. La subvention était diminuée de ce montant par le transfert dans un compte de tiers.

Au 31/12/2023, avec l'arrêt du CPOM et la signature d'une nouvelle convention annuelle, le solde de ces comptes tiers a été transféré dans le 467 – STARTERS A REVERSER pur un montant de 300 000€ :

- 140 000€ au titre des sites non ouverts en 2020
- 160 000€ au titre des sites non ouverts en 2022.

Faute d'information supplémentaire, ce montant a été conservé en 467.

Cotisations

Conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n° 2018-06 modifié, les appels de cotisations sont rattachés à l'exercice au moment de la comptabilisation du bulletin d'adhésion ou de renouvellement.

Annexe au Bilan

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Informations liées au compte de résultat

Informations sur les subventions et contributions financières reçues par l'entité :

N° de compte	Intitulé	Sommes reçues 2025	Sommes reçues 2024	Sommes reçues 2023	Sommes reçues 2022
730100000	SUBVENTIONS APPRENTIS	12 750	12 500	22 500	49 333
740000000/741000001	SUBVENTIONS MINISTERE	1 297 106	1 328 591	1 155 500	1 540 942
740000001/741000003	SUBVENTION MILDECA	60 000	60 000	60 000	60 000
740000002	SUBVENTION FLCA/CNAM	38 962			
740000005/741000005	SUBVENTION CONSULTAT QUEBEC	-1 969	6 000		
740000006	SUBVENTION DDFIP HERAULT			9 315	
741000007	SUBVENTION ERASMUS+	18 000			
741000008	FONS DOTATION CAISSE EPARGNE	2 083			
755100000	CONTRIBUTION FINANCIERE AUTRES ORGANISME	10 000			10 000
755100000	CONTRIBUTION FINANCIERE FDF				3 000
756000000	COTISATION/ADHESION	38 632	34 544	31 894	21 705
TOTAL		1 475 564	1 441 635	1 279 209	1 684 981

Annexe au Bilan

Indemnités de fin de carrière

L'association n'a pas comptabilisé dans ses comptes annuels au titre de l'exercice clos, l'engagement correspondant aux indemnités de fin de carrière (IFC) dues aux salariés.

Cet engagement, estimé à 9 519 euros au 31/12/2024, a été évalué à partir de la méthode prospective suivante :

Engagement de l'entreprise = (((salaire brut annuel * Taux de progression salariale) / 12) * Nb de mois acquis au moment du départ + Charges sociales) * (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) * Taux de turnover * Taux de mortalité * Taux d'actualisation financière

- Taux d'actualisation : 3.37%
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres 43 %
- Taux de charges patronales moyen pour les non cadres 43 %

Autres informations

Honoraires commissaire aux comptes 2025 : 7 920€.

Effectif de l'association au 31/12/2025 : 20 personnes.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération et avantage en nature n'a été versé au trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	5 400					5 400
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 400					5 400
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	4 972					4 972
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	53 170		16 788		4 299	65 658
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	58 142		16 788		4 299	70 631
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 973					8 973
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 973					8 973
TOTAL		72 515		16 788		4 299	85 004

Amortissements

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	5 400			5 400
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 400			5 400

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	1 290	1 657		2 947
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	44 125	6 872		50 997
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45 415	8 530		53 945

TOTAL	50 815	8 530		59 345
--------------	---------------	--------------	--	---------------

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		25 000		25 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	3 073 323	25 524	73 864	3 024 984
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		3 073 323	50 524	73 864	3 049 984
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	3 073 323	50 524	73 864	3 049 984
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			50 524	73 864	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 973	8 973	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	2 176	2 176	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	515	515	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	19 249	19 249	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	4 549 485	4 549 485	
	Charges constatées d'avance	30 477	30 477	
	TOTAL DES CREANCES	4 610 874	4 610 874	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	61 443	61 443		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	43 539	43 539		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62 822	62 822		
	Impôts sur les bénéfices	16 074	16 074		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 612	1 612		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	4 777 746	4 777 746		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	16 917	16 917		
	TOTAL DES DETTES	4 980 152	4 980 152		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	31 025				31 025
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves	96 801				96 801
Autres réserves					
Report à nouveau	187 929	119 175			307 104
Excédent ou déficit de l'exercice	119 175	(119 175)	101 054		101 054
Situation nette	434 931		101 054		535 984
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	434 931		101 054		535 984

Variation des Fonds Reportés

	Fonds reportés clôture 31/12/2024	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2025
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
TOTAL				

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Cf.état Contrib.financières d'autres org.	29 500	2 140	4 000			27 640	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	29 500	2 140	4 000			27 640	